

[Texte]

limited enforcement of environmental standards, the potential for social dumping that could exist in the context of the NAFTA agreement, and some of the problems with the existing trade remedy provisions in NAFTA.

What always disturbs me is sometimes New Democrats are accused of having utopian views of what will somehow emerge despite certain realities, yet it seems to me that BCNI commonly has utopian views of what will emerge despite the problems that it must recognize.

I have three questions, and I'll throw them out at the start to make sure they are registered.

First, with respect to this whole issue of a common code for subsidies, for countervail and for anti-dumping provisions, Mr. d'Aquino talks about dynamic development. The dynamic development that I see between the FTA and NAFTA is in fact a major step backwards. In the case of the FTA, we had a commitment to a five-to seven-year period within which some common standards could be reached. In the case of NAFTA, that has been abandoned completely. That seems to me to represent a backward movement rather than a forward movement, and it leads us to our conclusion that you are much more likely to get the common accords that are needed in this area through GATT negotiations and through the development of such a code under GATT. I would like your comments on that.

• 1005

Second, I want to know why you have not talked about the lack of balance in the treatment of Canada as compared to Mexico with respect to energy commitments. In the case of Canada, as you know, there are commitments to maintain our supplies of energy exports to the United States, even in periods of shortage. In the case of Mexico there are no such provisions. The Mexicans insisted on being free to develop their energy resources as they wish. Why would the BCNI support this kind of unequal treatment between the two countries? Surely that does not make sense.

Finally, I have to say that one thing disappointed me about this brief. I was not surprised to see the Department of Finance come up with its shoddy attempts to deal with the so-called low-wage controversy, but I am very surprised to see the BCNI uncritically accept that shoddy analysis. Of course what that analysis did was take wage comparisons strictly from the manufacturing sector; it then compared those against productivity measurements, which came from the entire economies of both countries. As Mr. d'Aquino will know, the wage sector in Mexico is much smaller than in Canada. Therefore, to take GDP divided by the number of people working in the country, as the Department of Finance has done, and expect that tells us anything about productivity in the manufacturing sector is simply fallacious.

[Traduction]

l'application peu rigoureuse des normes environnementales au Mexique, la possibilité de dumping social auquel pourrait donner lieu l'Accord de libre-échange nord-américain, de même que certains problèmes que posent les dispositions actuelles de l'ALÉNA sur les recours légaux en matière commerciale.

Une chose me trouble toujours. On accuse parfois les néo-démocrates d'être utopiques, de nier la réalité. Pourtant, il me semble qu'actuellement, c'est le Conseil canadien des chefs d'entreprises qui a des vues utopiques et qui s'attend à ce qu'une réalité émerge en dépit des problèmes qu'il doit pourtant reconnaître.

J'ai trois questions que je vais poser l'une à la suite de l'autre avant qu'on ne me coupe la parole.

Premièrement, au sujet du dossier d'un code commun pour les subventions, les droits compensateurs et les règles antidumping, M. d'Aquino parle d'un instrument dynamique en constante évolution. Or, l'évolution que je constate de l'ALÉ à l'ALÉNA est rétrograde. L'ALÉ prévoyait en effet une période de cinq à sept ans au cours de laquelle on se mettrait d'accord sur des règles communes. Cela a été complètement abandonné dans l'ALÉNA. Il me semble que c'est une évolution rétrograde, et non pas progressiste. C'est pourquoi nous en concluons que la probabilité est beaucoup plus élevée d'obtenir les ententes qui s'imposent à cet égard par les négociations dans le cadre du GATT. Je voudrais savoir ce que vous en pensez.

Deuxièmement, je veux savoir pourquoi vous n'avez pas parlé du déséquilibre entre les engagements pris par le Canada et le Mexique en matière énergétique. Dans le cas du Canada, comme vous le savez, nous nous engageons à maintenir nos exportations d'énergie vers les États-Unis, même en période de pénurie. Aucune disposition de ce genre ne s'applique au Mexique. Les Mexicains ont insisté pour avoir le droit d'exploiter librement leurs ressources énergétiques. Pourquoi le Conseil canadien des chefs d'entreprises appuie-t-il cette inégalité de traitement entre les deux pays? C'est inacceptable.

Enfin, je dois dire qu'une chose m'a déçu dans ce mémoire. Quand le ministère des Finances a tenté maladroitement d'intervenir dans la controverse sur les bas salaires, je n'ai nullement été étonné. Par contre, je trouve surprenant de voir le Conseil canadien des chefs d'entreprises accepter cette médiocre analyse sans aucun esprit critique. Cette analyse boiteuse portait sur une comparaison entre les salaires dans le secteur manufacturier, d'une part et, d'autre part, les mesures de la productivité s'appliquant à l'ensemble de l'économie des deux pays. M. d'Aquino n'ignore pas qu'il y a beaucoup moins de salariés au Mexique qu'au Canada. Par conséquent, il est tout simplement fallacieux de diviser simplement le PIB par le nombre de travailleurs du pays, comme le ministère des Finances l'a fait, et de s'attendre à ce que le résultat nous dise quoi que ce soit d'intéressant sur la productivité du secteur manufacturier.